

Violents combats contre le terrorisme au Mali : Un hélicoptère français touché par des tirs

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 20 JUIN 2019

391

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Massacres au centre

Le Mali en fête ou en deuil ?



Sobane, de 95 à 35 tués : Le "Tchou" et le "Tcha" des plus hautes autorités

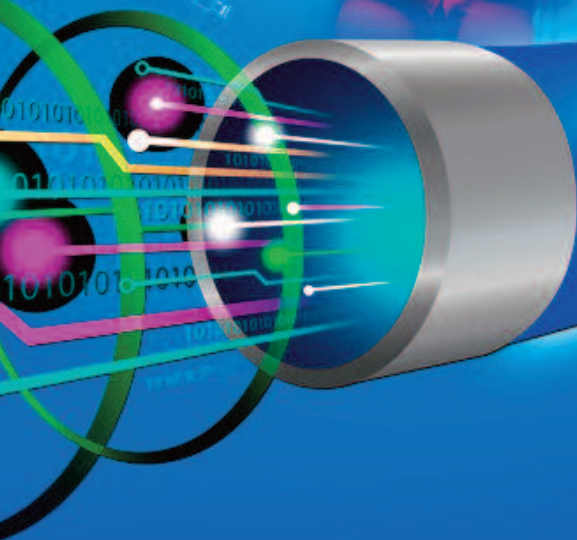


Région de Taoudeni : Les fils du terroir ont décidé de hisser le drapeau du Mali

**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



SPiRiT

DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

Une Brèves	<p>Massacres au centre : Le Mali en fête ou en deuil ? P.4</p> <p>Route de Ségou au Mali : Encore des cars braqués P.8</p> <p>COMMUNIQUÉ : Visite du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale à la Maison commune des Nations Unies P.8</p> <p>15ème édition de la Journée du Paysan : IBK lance la campagne agricole 2019 pour la vulgarisation du maïs P.9</p> <p>Nord du Mali : Des djihadistes reviennent instaurer la loi islamique à Algassouba P.10</p> <p>Rencontre IBK-Notabilités de Bougouni : Sous le signe de la reconnaissance et de la gratitude P.10</p> <p>Terrorisme au Mali : Plusieurs soldats tués dans une embuscade démasqués P.10</p> <p>Recensement dans le secteur de l'éducation nationale du Gabon : De faux enseignants démasqués P.11</p> <p>Situation sécuritaire au centre : Le HCI met la pression sur le gouvernement P.11</p> <p>Pour corruption et des «écoutes» : Nicolas Sarkozy sera jugé P.11</p> <p>Centre du Mali : Contrôle opérationnel et état des lieux P.12</p> <p>Sauvetage de l'année scolaire 2018-2019 : Réunion de haut niveau sous la présidence du gouverneur de Kayes P.12</p> <p>Le siège du G5 Sahel bientôt délocalisé hors de la ville de Bamako : La population enfin écoutée P.12</p> <p>EPM fragilisée : Une dizaine de candidats aux présidentielles dernières se retirent P.13</p> <p>Centre de Formation Professionnel de L'ESAP de SEGOU : Cérémonie de remise d'ATESTATION d'Auxiliaire P.13</p>
Actualité	<p>Violents combats contre le terrorisme au Mali : Un hélicoptère français touché par des tirs P.15</p> <p>Obsèques de Moussa Balla Coulibaly : Les hommages mérités de la nation P.16</p> <p>Sobane, de 95 à 35 tués : Le "Tchou" et le "Tcha" des plus hautes autorités P.17</p>
Politique	<p>Oumar Hamadou Dicko à l'essor : «Le gouvernement est résolument engagé pour mettre en œuvre les accords conclus » P.18</p> <p>Région de Taoudeni : Les fils du terroir ont décidé de hisser le drapeau du Mali P.20</p> <p>Accord politique de gouvernance : Encore du bluff ! P.21</p>
Culture & société	<p>L'Afrique en mode "Yougou-yougou" : Un fléau dévastateur pour le continent P.23</p>
International	<p>Fusillade à l'entrée nord d'Abidjan : Des artistes abattus, un gendarme grièvement blessé P.24</p> <p>Justice franco-tchadienne : Nombreuses questions après l'arrestation en France de 3 opposants tchadiens P.25</p> <p>Aujourd'hui, 19 juin 1940 : Le massacre des tirailleurs sénégalais par l'armée nazie P.26</p> <p>Soudan : L'opposition lance "la troisième vague" de la révolution P.26</p> <p>Crise postélectorale au Bénin : Des «mesures coercitives» évoquées à l'encontre de Boni Yayi P.27</p>
Sport	<p>Un dernier coup de maître du Real : Real Madrid aimerait faire signer K. Mbappé provenant de PSG P.28</p> <p>Record en Coupe du Monde : La Brésilienne Marta s'empare du record absolu de buts en Coupe du monde P.29</p>

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Directeur de la Publication** : Casimir Sangala
- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Ali Moro, Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.10



P.16



P.21





Massacres au centre : Le Mali en fête ou en deuil ?

Après Sobame Da et la descente des plus hautes autorités sur le terrain pour apporter aide, réconfort et soutien aux populations endeuillées, la situation sécuritaire sur le terrain s'est empirée au Centre du Mali. La région de Mopti connaît des turbulences et des drames de toute nature. Déjà le lundi 17 juin 2019, une marche pacifique de protestation contre l'insécurité permanente et les forces de soutien au Mali a réuni plusieurs milliers de jeunes qui réclamaient entre autres à la Minusma de « revoir son mandat ou de quitter notre région et de nous laisser mourir ». Des appels ont également été lancés aux Forces de Défense et de Sécurité du Mali pour plus de présence sur le terrain, pour plus d'investigations notamment en matière de récupération d'armes illégales

ment détenues par des personnes non habilitées à les posséder à fortiori les utiliser. Il est à remarquer que pour une fois, la manifestation n'a pas été réprimée.

Au même moment, se poursuivait à un rythme plus soutenu, l'exode massif des populations attaquées ou menacées vers Mopti mais aussi vers le Burkina Faso voisin qui s'apprêterait à accueillir de nombreux maliens réfugiés.

Le maire et le Préfet de Bandiagara ont, fort opportunément lancé des appels au calme, invité les populations à rester sur place et aussi démenti les « rumeurs » sur des ultimatums lancés aux peulhs pour quitter la ville avant jeudi. Ces courageux appels vont sans doute ralentir les flux des départs. Il faut en tous les cas le souhaiter.

Dana Amassagou aussi, une milice supposée

dissoute par le gouvernement l'ors d'un conseil des ministres extraordinaire qui continue quand-même ses activités, de son côté, a publié le communiqué dont la substance est que «- Dan Na Ambassagou n'a jamais mis ses hommes en mission pour combattre une communauté ;

- rappelle que la mission de Dan Na Ambassagou est de protéger toutes les communautés vivant au pays Dogon y compris les peulhs ainsi que leurs biens. Par conséquent :

- le mouvement invite les personnes mal intentionnées d'éviter de créer la panique et l'amalgame au sein des paisibles populations,

- Dan Na Ambassagou rassure les populations de Bandiagara quant à sa détermination de la protection de toutes les communautés du pays Dogon,

- Invite les populations au calme et à vaquer à leurs besoins quotidiens,

- invite les autorités locales à se mobiliser pour apporter leur soutien aux familles qui se sentent menacées,

- exhorte les forces de sécurité à arrêter et faire punir les auteurs de cette situation dangereuse.»

Mais comment rassurer pleinement si, dans le même temps les massacres continuent. Comme ces véhicules bloqués pour en faire descendre leurs occupants peulhs amenés vers des destinations inconnues.

Comme à Yoro, chef-lieu de la commune éponyme et au village de Gangafani où les chiffres officiels annoncent 38 morts contre 41 évoqués par le député du cercle et par ailleurs l'influent président du Groupe parlementaire ADEMA à l'Assemblée nationale du Mali.

La gestion de ce nouveau drame par les pouvoirs publics laisse pantois. En effet, au moment même où les victimes comptaient leurs morts, le Président était en route pour Bougouni pour le lancement de la campagne agricole. Les populations avaient été mobilisées sur tout le parcours pour applaudir le Président qui n'a rien changé à son programme malgré le drame. Au rythme donc des tamtams et des balafons s'est déroulée la journée ou ... la fête. Oui la fête ! Ce terme a été expressément employé par le ministre de l'agriculture dans son discours devant « tous les agriculteurs » du Mali. Aucune sobriété n'a marqué la cérémonie en raison du drame qui était en cours.



Mais le pire était à venir : le silence des autorités. Alors même que RFI et France 24 annonçaient les événements en boucle, l'ORTM gardait un silence prudent mais sans doute gêné. Chaîne publique, elle devait sans doute attendre le communiqué du Gouvernement qui se faisait ... attendre.

Au Journal télévisé de 20 heures, il a fallu attendre la fin du long reportage sur la « fête » de Bougouni pour que soit enfin donnée lec-

ture du fameux communiqué du Gouvernement. Aucun visage, aucune voix ministérielle pour commenter ou apporter un réconfort moral.

Le lendemain mercredi, le Conseil des ministres ne s'est pas tenu. Décidément les massacres se banalisent. Dieu sauve le Mali !

■ **Moctar SOW**

Découvrez la nouvelle plateforme

omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



Oumar Smart Toure

Ça dépasse le crime c'est de l'horreur pour laquelle je n'ai aucun adjectif de qualification

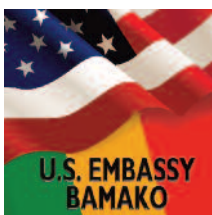


Ambassade des Etats-Unis au Mali

Aujourd'hui nous avons l'honneur de vous présenter Mariam Nafogou, participante au programme Mandela Washington Fellowship 2019 pour les jeunes leaders africains (#YALI).

Détentrice d'un DUT en communication et journalisme et une licence en linguistique à la faculté des Lettres Langues et Sciences du Langage, Mariam cumule quatre (04) années d'expérience professionnelle dans le secteur des médias traditionnels ainsi que des médias nouveaux. Ainsi, elle travaille activement comme blogueuse de mode depuis 2016 sous le pseudo de Naf'malook (<http://www.nafmalook.wordpress.com>). Elle écrit également pour d'autres blogs et apporte un point de vue féminin sur les normes socioculturelles au Mali. Mariam fut, respectivement, animatrice de l'émission culturelle MALI DANBE de Kristal Afrik sur la chaîne de télévision nationale ORTM, présentatrice du Journal Télévisé chez Bamako Web TV et M24 TV, et rédactrice sur la plateforme « Benbere ».

Après une première expérience en tant que responsable des médias sociaux et chargée de communication pour le label de musique international Keyzit, elle est aujourd'hui, responsable de la communauté pour le projet RNW Media au Mali sous la forme d'une plateforme avec pour nom Benbere. Elle est également modératrice sur Benbere où elle contribue à faire de cette plateforme un espace sécurisé et inclusif permettant aux jeunes Maliens de débattre de



questions et de sujets qui les intéressent. Mariam est également une ancienne étudiante du Centre Régional de Leadership Yali Dakar. Après sa participation au programme Yali Mandela Washington Fellowship, dans le domaine du business et du leadership, à l'université de Texas à Austin, Mariam aspire à créer un magazine Web pour toujours promouvoir sa passion, qui est la valorisation de la mode, de la culture et des communautés du Mali.

YALIMali USAMali IREX U.S. Department of State Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders



Figaro du Mali



Banditisme ambiant à Tombouctou : Les banques de la ville ferment après un braquage raté d'un véhicule de la BOA

La cité des 333 Saints reste encore un mystère pour le reste du monde qui l'observe de très loin et de façon médusée. La situation générale, au plan sécuritaire, connaît de conséquences notables sur la ville de Feu Mahamane Alassane Haidara.

Le ras-le-bol est perceptible et les populations risquent de prendre leur destin en main. Cette ville connaît beaucoup de braquages et de d'enlèvements de véhicules. Récemment, le maire de la commune et un grand commerçant de la place ont été victimes.

Ce Mercredi 19 juin 2019, suite à un autre braquage d'un véhicule de la BOA (Banque Of Africa) de Tombouctou, les établissements bancaires ont décidé de fermer toutes leurs agences.

En effet, selon nos informations, aux environs de 7heures du matin, quatre (4) voyous à bord d'un véhicule 105, immatriculé RIM (République Islamique de Mauritanie) ont ouvert le feu sur un véhicule de ladite banque au cœur du grand marché.

Alerté par le comportement suspect des bandits, le chauffeur a gardé son sang-froid avant de foncer sur les braqueurs qui ont criblé de balles son véhicule. Il s'en est sorti et ses jours ne sont pas en danger. Ce n'est pas la première fois que les agents des banques sont visés. Une source nous a révélé un autre cas il quelques mois : « Nous sommes vraiment en danger, ce n'est pas la première fois que nous sommes visés. Un comptable de la BIM avait reçu des menaces personnelles et familiales. Il a été muté pour aller servir à Mopti. Et ce

qui est arrivé ce matin est grave » confie notre source dans une banque de Tombouctou.

Quant à la suite de leur mouvement, il émet des réserves : « Pour aujourd'hui nous avons décidé d'arrêter le travail pour condamner et protester contre ces actes de banditisme quasi quotidien. »

Vont-ils aller en grève pour cela? L'interlocuteur ne confirme rien : « Nous n'avons clairement pas décidé cela. Il se pourrait qu'on reprenne le travail demain, en tout cas dans les normes », explique notre agent de banque.

Mais nous savons que le gouverneur s'est impliqué, d'après des sources concordantes afin que les syndicats régionaux des banques de la cité mystérieuse suspendent la grève.

Une vingtaine d'agents des établissements bancaires ont été signalés à l'hôpital

La tension était à son paroxysme vers 11h30minutes où se sont constitués plusieurs regroupements de jeunes, outrés par cette insécurité dont les racines sont fondées dans la population.



Ammy Baba Cisse

"Le HCIM fera de sorte que les détenus préventifs puissent être jugés dans un délai raisonnable." Porte-parole HCIM



Moussa Mara

Ce mardi 18 juin, le Mali vient encore une fois d'être touché par d'autres massacres. Après Koulogon, Ogossagou, Sobame, 40 personnes ont perdu la vie dans les villages de Yoro et Gangafani dans le cercle de...



Yacouba Issoufou PC

Le 15 juin UNPOLMINUSMA soutient le Gouvernement Malien dans le cadre du concours de recrutement de la Police Nationale dans la Région de Kidal. Premier concours depuis les événements de 2012.



L'objectif est de sécuriser les centres de composition et éviter les fraudes.



Keita Aminata Maiga

Journée contre la drépanocytose. En tant que Marraine et mère, j'invite chacun à se faire dépister, au mieux avant le mariage, et à faire dépister les enfants dès la naissance pour une prise en charge efficace. Cela contribuera au plein épanouissement de toute une famille.



Jigi

C'est presque passé inaperçu : le colonel-major Oumar Diarra, chef d'état-major adjoint de l'Armée de Terre depuis le 24 mars 2019, qui fut en poste à Gao et Tombouctou, a été nommé Commandant du Théâtre Centre de l'Opération Dambé le 29 mai 2019 par décret du Président du Mali.



Le journal Afrique

Sénégal - #kebetu - Petro-Tim "une démocratie doit-être encadrée" selon El Hadj Hamidou Kassé, @elhadjkasse, ministre conseiller du président @Macky_Sall, qui justifie l'interdiction de manifester



Ministère des Affaires Étrangères du Mali

Le MAECI SEM @T_Drame est allé ce 18 juin à la rencontre des agences du Système des Nations Unies au Mali afin de prendre contact avec les responsables et échanger avec eux sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour accélérer la réalisation des projets et programmes en cours.



Route de Ségou au Mali : Encore des cars braqués

Des véhicules de transport ont été braqués vendredi 14 juin vers 00h 40 minutes, entre Ségou et Cinzana, à la hauteur du village de Falema, à 22 kilomètres de la ville de Ségou.

Une dizaine de bandits armés ont mis à terre les passagers d'un certain nombre de véhicule en provenance de Bamako. Aussi lesdits bandits armés ont fait des tirs dans tous les sens pour forcer les passagers des différents véhicules, à l'obéissance. Selon nos sources, ils ont emporté avec eux la somme de près de 7 millions de francs CFA. Après leur forfait, ils se sont enfuis sans laisser de trace. Au moment où ce braquage se produisait, tous les généraux des directions générales des corps de l'armée étaient à Ségou. Des autorités militaires qui venaient de terminer une mission dans le secteur de Niono. Il faut noter que le même cas de braquage s'était produit au même endroit, à Falema, dans la nuit du 25



au 26 décembre 2018. Les bandits, cette nuit, avaient dérobé la somme de 10 millions de francs CFA aux passagers.

COMMUNIQUÉ : Visite du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale à la Maison commune des Nations Unies

Bamako, 18 Juin 2019 : Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M Tiébilé DRAMÉ a effectué mardi 18 juin 2019 de 09h à 10h00 une visite de courtoisie dans la nouvelle Maison Commune des Nations Unies sise à Badalabougou dans les anciens locaux de la MINUSMA. Cette Maison accueillera à partir du 1er juillet 2019 dix agences des Nations Unies. Cette visite a servi de cadre de prise de contact et d'échanges avec l'équipe pays des Nations Unies sur la coopération Mali-Nations Unies.

Le Ministre des Affaires Etrangères a été accueilli par la Coordinatrice Résidente des activités opérationnelles du système des Nations Unies, Madame Mbaranga Gasarabwe, en présence du Représentant Spécial du Secrétaire Général (RSSG) Monsieur Annadif Mahamat Saleh et des chefs des agences du Système des Nations Unies (SNU), présentes au Mali.

La Coordinatrice Résidente (RC) a réitéré la volonté des agences du SNU à accompagner les autorités maliennes dans leurs efforts pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable d'ici 2030 et contribuer à la stabilisation, la paix et la cohésion sociale, notamment au centre du pays Madame Gasarabwe a précisé que l'engagement du SNU est aussi bien national, régional et local. Elle a également insisté sur la volonté de synergie du SNU pour optimiser les effets de l'accompagnement du Mali.

Quant au Directeur de la Coopération Internationale, Mr Modibo Traoré, qui accompagnait le Ministre, il a insisté sur la nécessité de coordonner conjointement les efforts de programmation, de suivi et de mobilisation des ressources, notamment pour les réponses à la situation du Centre du Mali.

Le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies a, quant à lui, réaffirmé l'engagement de l'organisation pour la résolution



de la crise au Mali. Selon lui, la question de la coordination entre le développement, l'humanitaire et le sécuritaire (Nexus) est essentielle pour la mise en œuvre des projets et la capacité à apporter une réponse rapide aux populations vulnérables. Il a rappelé que la situation actuelle vécue au Centre du Mali n'est pas déconnectée des questions du Nord d'où l'importance de s'inscrire dans une réponse globale. Pour finir, le Ministre des Affaires étrangères a conclu la rencontre en réaffirmant son engagement à soutenir et accompagner les Nations Unies dans leur travail au Mali. Il a rendu hommage aux personnels des Nations Unies pour les risques considérables pris dans l'exercice de leurs fonctions. Il a également remercié la MINUSMA pour son rôle dans le processus de paix. Il a lancé un appel pour un engagement des agences dans le Centre afin d'inverser la tendance actuelle. Il a également annoncé la mise en place prochaine d'un cadre politique de gestion du Centre. Le Ministre a souhaité fortement que soit instituée une concertation périodique entre lui et le SNU, à une fréquence qui sera convenue.

15^{ème} édition de la Journée du Paysan : IBK lance la campagne agricole 2019 pour la vulgarisation du maïs



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, a lancé ce mardi 18 juin 2019 à Bougouni, la campagne agricole 2019. C'était à l'occasion de la 15^{ème} édition de la Journée du Paysan organisée par le gouvernement du Mali à travers le ministère de l'Agriculture et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM).

Le Président de la République, en plaçant l'année agricole sous le signe de la filière maïs montre toute sa volonté et son investissement à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ses compatriotes à travers la vulgarisation de la culture du maïs.

L'occasion était bonne pour les représentants des associations et organisations du monde agricole de remercier le Président de la République pour tout ce qu'il a fait à l'endroit du monde rural pour les soulager dans la production et la reproduction à moindre coût et avec un grand rendement à travers les 15 % du budget national qu'il a alloué à l'Agriculture. Cette gratitude des producteurs et productrices du domaine agro-sylvo-pastoral a été accompagnée par des doléances dont IBK dit avoir pris bonne note, ainsi que les ministres.

Le Président de la République dans son intervention en langue nationale a parlé de toute l'importance du maïs dans le monde et dans l'alimentation Humaine. Rappelant son appel à l'éducation et de la formation, sources de progrès agricole et de créativité surtout dans la transformation du maïs, IBK a invité à la formation professionnelle, à l'apprentissage des paquets techniques pour contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire. Le Chef de l'Etat est revenu également sur sa main tendue à tous pour construire le Mali avant d'inviter tous à l'esprit patriotique en faisant l'union sacrée autour du Mali. « Le temps des élections est derrière nous, un président de la République a été élu avec 67 % des suffrages exprimés par les Maliens, laissons les postures et construisons ensemble le Mali » a insisté IBK.

Le Chef de l'Etat a félicité et remercié les producteurs et productrices agricoles, les organisateurs de la journée du paysan, les partenaires techniques et financiers, les ambassadeurs des pays amis qui ont effectué le déplacement sur Bougouni.

Le Président de la République a ensuite visité les stands d'exposition

COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT DU MALI



Le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que des attaques terroristes ont visé lundi 17 juin 2019, dans la soirée les localités de Gangafani et Yoro dans le cercle de Koro, non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Le bilan provisoire officiel est de 38 morts et de nombreux blessés.

Le Gouvernement informe qu'un contingent des forces de défense et de sécurité a été dépêché sur les lieux pour sécuriser les populations et leurs biens, et traquer les auteurs de ces attaques. Le Gouvernement présente ses condoléances les plus émues aux familles endeuillées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le gouvernement informe qu'une patrouille des FAMAs est tombée dans une embuscade des terroristes à Banguimalam, sud-ouest de Gossi. Des renforts ont été dépêchés pour secourir les éléments victimes d'attaques terroristes et sécuriser la zone.

Le gouvernement tiendra informée la population de l'évolution de la situation.

Bamako, le 18 juin 2019

■ Le Gouvernement

des exposants dont des stands de femmes productrices, en échangeant par endroit avec les animateurs ou animatrices sur les produits exposés. IBK après la visite des stands a procédé au lancement officiel de la campagne agricole 2019 en labourant la terre à l'aide d'un tracteur sur une distance de 30 mètres.

Le Chef d'Etat a procédé également à la pose de la première pierre du nouveau siège de l'APCAM de Bougouni situé à quelques encablures de la ville, sur la route de Sikasso. Avant de regagner Bamako, le Président de la République a rencontré les notabilités de Bougouni.

■ Cellule de Communication et des Relations Publiques
de la Présidence de la République

Nord du Mali : Des jihadistes reviennent instaurer la loi islamique à Algassouba



Le vendredi 14 juin 2019, vers 14 heures, des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans le village d'Algassouba. Ils ont trouvé que la prière était finie, mais ont exigé à la population de la reprendre. Avant de leur donner rendez-vous pour le lendemain. Ils ont promis de revenir faire appliquer la charia dans toute sa vigueur à partir de 8 heures. Ainsi, en a décidé un groupe de jihadistes ayant visité le village d'Algassouba, message délivré après regroupement de tous les villageois. Algassouba se situe dans la région de Tombouctou, le cercle de Diré, et la commune d'Aïbango.

Rencontre IBK-Notabilités de Bougouni : Sous le signe de la reconnaissance et de la gratitude



Le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, fort de son attention particulière et de son attachement constant à ceux qui sont en charge de la régulation de la société a une fois de plus sacrifié à la tradition. En marge de la 15ème édition de la Journée du paysan à Bougouni, IBK a rencontré les autorités coutumières et traditionnelles légitimes de Bougouni (10 quartiers et plus d'une dizaine de communes rurales) sous une tente aménagée à cet effet. Lors de cette rencontre conviviale, les autorités coutumières et religieuses, par la voix du représentant des Chefs des quartiers de Bougouni, ont salué et remercié IBK en signe de reconnaissance et de gratitude pour avoir érigé Bougouni en région. Le représentant des chefs coutumiers a remis à IBK une enveloppe contenant des

Terrorisme au Mali : Plusieurs soldats tués dans une embuscade



Alors que le Mali n'a pas fini de pleurer les quelques 38 personnes tuées dans l'attaque de deux villages dogon du centre, voilà que l'armée tombe sur une embuscade menée par des terroristes et qui a coûté la vie à plusieurs soldats.

Au Mali, au moins 38 personnes ont été tuées dans l'attaque de deux villages dogon du centre de ce pays d'Afrique de l'Ouest. L'attaque a aussi engendré de nombreux blessés. L'assaut a été lancé, lundi 17 juin 2019, dans les villages de Gangafani et de Yoro, frontaliers du Burkina Faso.

« Des attaques terroristes ont visé hier lundi 17 juin 2019, dans la soirée, les localités de Gangafani et Yoro dans le cercle de Koro, non loin de la frontière avec le Burkina Faso. Le bilan provisoire officiel est de 38 morts et de nombreux blessés (...). Des forces de défense et de sécurité ont été dépêchées sur les lieux pour sécuriser les populations et leurs biens et traquer les auteurs de ces attaques », indique un bilan officiel.

Par ailleurs, un communiqué du gouvernement indique qu'« une patrouille des FAMA (Forces armées maliennes) est tombée dans une embuscade des terroristes à Banguimalam, au sud-ouest de Gossi (nord). Des renforts ont été dépêchés pour secourir les éléments victimes d'attaque terroriste et sécuriser la zone ».

Les Forces armées maliennes ont précisé que « les FAMA sont tombées dans une embuscade dans la journée du mardi 18 juin 2019. C'était dans la localité de Gossi. Au cours de cet accrochage, les FAMA ont enregistré des pertes humaines et matérielles ».

doléances. Des prières et bénédictions ont été faites pour le retour de la paix et de la quiétude au Mali, des prières et bénédictions pour le Chef de l'Etat et sa famille, pour toutes les populations du Mali et pour un bon hivernage sur l'ensemble du territoire national. IBK a remercié les chefs coutumiers et traditionnels de Bougouni de toute leur gratitude envers sa modeste personne car pour lui il s'agit avant tout du Mali et non pas de sa personne. IBK a assuré ses hôtes avoir pris connaissance de leurs doléances et d'y attacher une vive attention.

■ Cellule de Communication et des Relations Publiques
Présidence de la République

Recensement dans le secteur de l'éducation nationale du Gabon : De faux enseignants démasqués



C'est ce qui ressort du recensement actuellement en cours dans le secteur de l'éducation nationale. Ils sont un peu plus de 160 enseignants sans diplômes déjà identifiés. Cet état de fait a été rendu public par Michel Menga M'Essone, ministre de l'éducation nationale, lors de son audition par l'Assemblée nationale. Un énième scandale qui frappe un secteur déjà très affecté par de multiples grèves et interruptions suite aux mesures fortes prises par le chef de l'État. Sur les 500 dossiers déjà examinés des 1600 que compte le secteur, 160 d'entre eux s'avèrent frauduleux pour la seule province de l'Estuaire. Selon le chronogramme déjà établi par la tutelle, après la province de l'Estuaire, l'audit devrait s'étendre à la province du Woleu-Ntem.

■ Séraphin MBOUMBA

Pour corruption et des «écoutes» : Nicolas Sarkozy sera jugé



La justice a définitivement validé le renvoi, devant le tribunal correctionnel, de l'ex-président Nicolas Sarkozy, poursuivi notamment pour la «corruption» d'un haut magistrat de la Cour de cassation dans cette affaire révélée par des écoutes téléphoniques, a appris mercredi l'AFP de sources concordantes. La Cour de cassation a rejeté mardi les derniers recours formés par l'ancien chef de l'Etat, son avocat Thierry Herzog et l'ex-haut magistrat Gilbert Azibert pour éviter un procès pour

Situation sécuritaire au centre : Le HCI met la pression sur le gouvernement



En conférence de presse, le dimanche 16 juin 2019, le président du Haut conseil islamique du Mali (HCI), Chérif Ousmane Madane Haïdara a durci le ton face à la dégradation de la situation sécuritaire au centre de notre pays, en déclarant que le HCI allait demander des explications à la Minusma sur sa présence au Mali. Cette sortie médiatique du président du HCI met indirectement la pression sur le gouvernement, principal partenaire de la Minusma.

Depuis le début de l'année, la situation sécuritaire ne cesse de se dégrader dans notre pays particulièrement dans la région de Mopti. La dernière illustration fut le massacre, dans la nuit du 9 au 10 juin 2019, de 35 civils par des individus armés non identifiés dans le village de Sobane Da, situé dans la Commune rurale de Sangha. Ce massacre est intervenu quelques mois après celui d'Ogossagou dont le bilan s'élevait à environ 160 victimes.

Face à ces massacres de civils à répétition au centre du Mali, le HCI a tapé du poing sur la table. Son président, Chérif Ousmane Madane Haïdara a déclaré, le dimanche 16 juin 2019, que le HCI allait demander des explications à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) sur sa présence au Mali. "Bientôt nous allons demander des explications à la Minusma sur sa présence au Mali, sur ce qu'ils ont fait et sur ce qu'ils envisagent de faire pour mettre fin à cette situation", a-t-il déclaré.

Cette déclaration met indirectement la pression sur le gouvernement qui est le principal partenaire de la Minusma dans notre pays. En effet, le gouvernement a toujours ménagé la force onusienne dans ces communiqués face à la dégradation de la situation sécuritaire dans notre pays malgré la présence de plus de 13 000 casques bleus sur le territoire. Il est clair que le gouvernement ne veut, en aucun cas, pointer l'incapacité de la Minusma à accomplir sa mission.

Le HCI, en prenant une telle initiative, mettra, certainement, le gouvernement dans une situation inconfortable, lui, qui, devrait être le premier à demander des comptes à la Minusma dont la mission première est la protection des civils qui, malheureusement, sont lâchement exécutés au cours des massacres à répétition, qui heurtent la conscience humaine.

«corruption» et «trafic d'influence». Ce procès, qui s'annonce comme une première pour Nicolas Sarkozy, par ailleurs menacé par l'affaire Bygmalion, devrait se tenir à Paris dans les prochains mois.

Centre du Mali : Contrôle opérationnel et état des lieux



Depuis le 11 juin 2019, le chef d'état-major de la garde nationale du Mali et les directeurs généraux de la gendarmerie, de la police et de la protection civile sont sur le terrain au plus près des unités en charge de la sécurité dans les localités de: Barouéli, Tamani, Niono, Sokolo Monepebougou et Saye. Il s'agit pour les généraux Ouahoun Koné, Satigui Moro Sidibé, l'inspecteur général Moussa Ag Infahi et le colonel-major Seydou Doumbia de faire un état des lieux, de constater de visu les difficultés auxquelles les agents de sécurité sont confrontés dans l'exercice de leur mission de protection des personnes et de leurs biens, ainsi que la défense du territoire national. Cela est indispensable pour y apporter les solutions idoines. Ils ont constaté la bonne posture des agents auxquels ils ont prodigué des conseils de vigilance, de courage. Il s'agit surtout d'éviter de se faire surprendre et de toujours considérer les populations comme un acteur essentiel et incontournable dans la lutte contre le terrorisme.

Sauvetage de l'année scolaire 2018-2019 : Réunion de haut niveau sous la présidence du gouverneur de Kayes



La salle de conférence du gouvernorat de la région de Kayes abrite depuis ce 19 Juin, une réunion de haut niveau, présidée par le gouverneur de région, le contrôleur général de police Mahamadou Z SIDIBE pour échanger avec les acteurs de l'enseignements secondaire et général, conduite par le Professeur Abou DIARRA conseiller technique du ministère de l'éducation Nationale, Dr Boukary GUINDO Directeur gé-

Le siège du G5 Sahel bientôt délocalisé hors de la ville de Bamako : La population enfin écoutée



S'achemine-t-on encore vers un nouveau déménagement du siège du G5 Sahel ? C'est la lecture que l'on peut faire après la dernière manifestation tenue vendredi, 14 juin 2019, à Bamako. Visiblement, les autorités ont pris la mesure de la chose.

Car à la suite cette manifestation, le Premier Ministre a envoyé un émissaire pour rencontrer les responsables du quartier de Badalabougou, leur demandant de sursoir à toutes manifestations de quelque nature que ce soit, à faire partir le G5 Sahel. La même source nous rapporte que le Premier ministre a annoncé que des mesures sont en train d'être prises pour délocaliser ce siège dans une zone militaire. Les Bamakois peuvent désormais se sentir soulagés de la réaction, quand bien même tardive, des plus hautes autorités du pays. Les cris des populations contre l'installation du siège du G5 Sahel en plein cœur de la ville de Bamako semblent porter leurs fruits. En effet, Apprend-on, qu'après la manifestation qui a eu lieu le vendredi 14 juin 2019 dernier, au cours de laquelle les manifestants ont été gazés et bastonnés jusque dans les familles, faisant plusieurs blessés, les plus hautes autorités du pays ont enfin tiré les enseignements qu'il faut. A la suite de cette manifestation, le Premier Ministre Boubou Cissé aurait envoyé un émissaire auprès des responsables des manifestants contre l'installation du siège à Badalabougou. Une rencontre au cours de laquelle l'émissaire aurait fait part aux manifestants de la volonté des plus hautes autorités du pays de satisfaire aux revendications des populations. Les autorités réfléchissent aux mesures pour délocaliser le siège de la force conjointe du G5 Sahel, installé en plein cœur de la ville. Ils pensent délocaliser le siège hors de la ville de Bamako dans une zone militaire choisie par l'Etat-Major.

néral de l'enseignement secondaire général et Monsieur Alou KEITA Directeur des finances et matériels du ministère de l'éducation. Le gouverneur SIDIBE, appelle les participants à un débat franche et fructueux, en mettant l'avenir des enfants au-dessus de tout pour atteindre les objectifs. Durant la journée, les acteurs du niveau national et régional vont discuter, échanger avec d'autres acteurs comme les syndicats de l'éducation et les parents d'élèves pour sauver l'année scolaire 2018-2019 dans la région de Kayes.

EPM fragilisée : Une dizaine de candidats aux présidentielles dernières se retirent

Un autre coup dur pour Ensemble Pour Le Mali, présidée par Bokary Treta. La Mouvance présidentielle (EPM) est décidément en difficulté ce temps-ci. Après Tieman Hubert et ses Alliés, il y a moins d'un mois qui se sont retirés de la coalition, un autre lot de dix anciens candidats aux élections présidentielles qui avaient rallié la mouvance qui vient d'annoncer la suspension de sa participation à ses activités. Que reste-t-il de l'EPM finalement ? Votre quotidien numérique vous propose de prendre connaissance du courrier annonçant la suspension des candidats ci-dessus énumérés, signé par Yeah Samaké.



Centre de Formation Professionnel de L'ESAP de SEGOU : Cérémonie de remise d'ATESTATION d'Auxiliaire



Les attestations d'élevage ont été remises à 20 jeunes, fils d'éleveurs de niveau DEF à Licence, ressortissants des 4 Régions du Nord et du Centre du Mali (Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti), formés par le Centre de Formation Professionnel de L'ESAP de SEGOU au compte du CICR -Mali. Ces Jeunes ont été minutieusement sélectionnés dans les communautés d'éleveur (sous les autorités communales), envoyés en Formation Professionnelle Qualifiante à l'ESAP après une procédure de sélection des Centres (Appel d'Offre National lancé par le CICR-MALI) et destinés à retourner après leur Formation dans leurs communautés d'origine, en situation d'assistance technique précaire, pour assurer un service d'encadrement de proximité aux Cheptels de ces zones rurales et constitués un relai d'alerte rapide, dynamique, stable et permanent entre ces localités entièrement dépendantes des ressources d'élevage et les services Techniques d'Elevage en cas de calamités majeures (famines, épidémies...) pouvant provoquer une catastrophe humanitaire grave dans ces Zones. Un Kit d'activité les a été remis par le CICR-MALI et leur intégration en Système TUTORAT avec les représentants administratifs du Service d'Elevage de la circonscription sera aussi assuré par le CICR-MALI. Nous souhaitons bon vent à ces Jeunes!

malikile.com
La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Violents combats contre le terrorisme au Mali : Un hélicoptère français touché par des tirs

Les fouilles de la zone ont permis de saisir une grande quantité de ressources parmi lesquelles plus d'une vingtaine de motos, des moyens d'observation et de commun

Entre jeudi et dimanche, les militaires français de la force Barkhane ont conduit une opération aéroportée contre un groupe armé terroriste, dans le sud du Liptako malien, à proximité du Niger. Une vingtaine de djihadistes ont été tués. Un hélicoptère français a été endommagé mais les trois membres de l'équipage ont été exfiltrés ; leurs jours ne sont pas en danger.

Des combats violents ont eu lieu, de jeudi à dimanche dans le Liptako, région du sud du Mali où un groupement tactique de la force #Barkhane est engagé dans la durée depuis novembre 2017.

Selon l'état-major des armées, jeudi 13 juin en fin de soirée, les militaires français de la force Barkhane ont conduit une opération aéroportée contre un groupe armé terroriste, à proximité du Niger. Cette action, menée en liaison avec les forces armées maliennes (FAMa) a été déclenchée en coordination avec l'armée nigérienne agissant au sud de la frontière, et grâce à ses renseignements.

Appuyés par une patrouille d'hélicoptères Tigre et un drone Reaper, les commandos hélicoptères de Barkhane se sont engagés dans une zone boisée dans la région d'Azabara, afin d'affronter directement le groupe terroriste qui y avait été repéré.

Dans cet engagement qui s'est prolongé pendant la journée du lendemain, les commandos ont bénéficié également de l'appui des Mirage2000 qui ont procédé à une séquence de frappes sur les positions où l'ennemi s'était retranché, puis du déploiement d'un sous groupement blindé ainsi que des FAMa.

Une Gazelle touchée par des tirs

Le 14 juin matin, un hélicoptère français de type Gazelle déployé en appui des troupes au sol a été contraint à un atterrissage d'urgence. Les trois membres d'équipage ont été évacués pour être pris en charge au sein de l'antenne médicale de #Gao, puis évacués vers la France par mesure de précaution. Leurs jours ne sont



pas en danger. Le sous groupement blindé a sécurisé la zone d'atterrissage et procédé à la mise hors de combat du reliquat de terroristes présent dans le secteur.

Au total, plus d'une vingtaine de terroristes ont été mis hors de combat grâce à cette opération.

Le « posé dur » de la Gazelle a été provoqué par des tirs au sol. L'appareil n'est pas réparable. Un appareil de ce type avait été perdu en janvier 2013, quelques heures avant le déclenchement de l'opération Serval pour détruire les colonnes #djihadistes qui progressaient vers la capitale malienne.

Une région sensible

Le groupement français concentre son action dans les principales villes du Liptako malien, y compris les plus au sud, à InFoukaretein, Akabar, Tabenkort ou encore à Ouattagouna. Ces opérations, qui combinent des actions de reconnaissance et de harcèlement menées par des unités blindées et des colonnes de com-

mandos, permettent d'exercer et de maintenir une forte pression sur les GAT afin de leur contester toute velléité de réinstallation.

Comme le précise l'état-major des armées, elles contribuent à désorganiser les capacités logistiques des groupes armés terroristes. Menées systématiquement en coopération ou en coordination avec les forces armées maliennes et nigériennes, elles permettent également de continuer à nouer des liens de confiance avec la population du Liptako. Des aides médicales sont réalisées, notamment au sein du centre de santé de référence de Ménaka.

L'engagement des troupes françaises dans cette zone est réalisé aux côtés des forces armées maliennes (FAMa) ainsi que des forces armées nigériennes. Cet engagement vise à agir au profit des populations et à appuyer la restauration de l'État malien, s'inscrivant dans une approche globale : défense, développement, diplomatie.



Obsèques de Moussa Balla Coulibaly : Les hommages mérités de la nation

Moussa Mary Balla Coulibaly repose depuis hier au cimetière de Sabali-bougou en Commune V du district de Bamako. Décédé lundi, cet homme qui a mérité de la patrie, a reçu les hommages de la nation sur l'esplanade du Palais de la culture Amadou Hampâté Ba. C'était en présence du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, du président de l'Assemblée nationale, Issiaka Sidibé, du Premier ministre, Dr Boubou Cissé, de l'ancien président de la Transition, Dioncounda Traoré, des membres du gouvernement, des présidents des institutions, du chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, du corps diplomatique accrédité dans notre pays, de certains officiers de l'armée. On notait aussi la présence du chef traditionnel des Massassiss du Mali, des délégations venues de Koutiala, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire.

Moussa Mary Balla Coulibaly a occupé de nombreuses fonctions importantes. Il fut tour à tour président du Conseil économique social et culturel, président du Conseil national du patronat du Mali (CNPM) et président fondateur de l'Union pour la démocratie et le développement (UDD). Ses distinctions honorifiques reflètent bien la considération, la reconnaissance des autorités à son égard. Il était chevalier de l'Ordre national, officier de l'Ordre national, commandeur de l'Ordre national et Grand officier de l'Ordre national.

Ce qui fera dire au général de brigade Amadou Sagafourou Guèye des Ordres nationaux que l'on ne peut pas mesurer l'étendue de la perte cruelle que constitue pour le peuple malien l'absence de cette « boussole au moment où, plus que jamais, nous avons besoin du savoir, de la sagacité, de l'humilité de ceux qui savent parce qu'ils ont vu et vécu ».

Moussa Mary Balla Coulibaly fut à la fois trois types d'hommes que Confucius estime digne d'amitié : « les hommes droits, les hommes sincères et les hommes qui ont beaucoup appris », a ajouté le général Guèye. Au nom du président de la République, Grand maître des Ordres nationaux, il a présenté à la famille Coulibaly, ses condoléances les plus émues. Auparavant, c'est Tieman Hubert Coulibaly, ancien ministre, et fils du défunt qui avait pris la parole au nom de sa famille pour remercier le président de la République et tous ceux qui ont accepté de faire le déplacement. « Notre famille est peinée, mais pas malheureuse » grâce à vous tous ici présents, a-t-il laissé entendre. Habituellement éloquent, il avait un débit difficile, la voix étreinte par l'émotion. Il retient de son père quelqu'un qui inculqua la discipline, l'amour de la patrie à ses enfants. Moussa Mary Balla a renoncé à son statut de fonctionnaire français quand le président Modibo Keïta a fait appel à tous les fils du pays au lendemain de l'indépendance du Mali.

Rappelons que Moussa Mary Balla était né le 19 septembre 1933 à Tenkodogo dans l'actuel Burkina Faso. Il était le fils de Mary Coulibaly qui était aussi un fonctionnaire de l'administration coloniale. Quand son père décéda, Moussa fera son enfance à Ségou et arriva ensuite à Bamako pour passer son Certificat d'études à l'Ecole des travaux publics de l'Afrique occidentale française (AOF). Assoiffé de connaissances, il décide de poursuivre ses études à l'Institut national des études économiques et statistiques (INSEE) de Paris. Après une riche carrière dans l'administration française et malienne, il rejoint le secteur privé en 1973. Deux ans plus tard, il crée l'Observatoire des politiques industrielles (OPI) en 1975.

Puis en 1982, il est à l'origine de la création de la Fédération des employeurs du Mali qu'il préside jusqu'en 2002, année à laquelle le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) voit le jour. Et c'est en 2010 qu'il décide de se retirer pour laisser la place aux plus jeunes. Selon Mamadou Sinsy Coulibaly, actuel patron des patrons, Moussa Mary Balla Coulibaly, a durant 35 années de vie bien remplie au service du secteur privé, tout donné pour que l'économie malienne prospère. Il était partisan d'une équité entre l'Etat, le secteur privé et les syndicats. « Jamais il n'a cédé à ses principes », a témoigné Mamadou Sinsy Coulibaly, assurant que l'illustre défunt a légué un CNPM bien structuré, et rêvait toujours d'un Mali prospère.

■ **Youssouf DOUMBIA**

Sobane, de 95 à 35 tués : Le “Tchou” et le “Tcha” des plus hautes autorités

Elles ont dit officiellement que les terroristes avaient tué 95 personnes et 19 disparus. Le lendemain, les mêmes ont dit que le nombre avait « été ramené à 35 ». Les disparus, eux, ont disparu du décompte macabre. Que croire ?

D'habitude, en face de deux déclarations contradictoires sur un même sujet, on pose la question : « Qui croire ? ». Mais que fait-on si les deux déclarations en question émane de la même source autorisée et on ne peut plus officielle ? Que l'on passe d'un son de cloche à un autre comme ça sans explication ?

C'est ce qui vient d'arriver au Gouvernement du Mali à propos des tueries de Sobane Da du dimanche 9 au 10 juin dernier ; massacres hyper médiatisés. À cette occasion, les plus hautes autorités du Mali ont, officiellement, tenu des propos cacophoniques et désordonnés. Prenons en trois schémas pour nous en convaincre.

Les tueries du pays dogon ont trouvé IBK, la plus haute autorité en java en suisse ; lui qui avait promis aux maliens de ne plus voyager et de rester avec eux pour s'occuper de leurs problèmes. Après ce certains ont qualifié de génocide, IBK a émis (le 10 juin à 17 :43 sur le site présidentiel) un communiqué officiel pour dire : « C'est avec une grande tristesse et de profonde consternation que j'ai appris les



tragiques événements survenus dans la nuit du dimanche à lundi, dans le village de Sobame Da, (...) qui ont coûté la vie à plusieurs de nos citoyens ».

On voit que Ibrahim Boubacar KEÏTA ne donne le moindre chiffre à propos des victimes. Pourquoi ? Il n'a pas été informé sur ça ? Il a bel et bien été informé mais a préféré taire les chiffres pour des raisons précises ? Pour pouvoir manipuler ensuite ?

IBK a été bel et bien informé de tout.

C'est le même 10 juin que le ministre de la Communication, chargé des relations avec les institutions, porte-parole du Gouvernement a publié un communiqué sur le Site officiel du ministère que « le bilan provisoire établi par une mission du poste de Sécurité de Diankabougou dépêché immédiatement sur les lieux en présence du Maire de Sangha, fait état de 95 morts et 19 disparus ».

Il convient d'insister sur le fait que ce communiqué parle d'un bilan provisoire. Car des blessés existent et certains s'étaient sauvés

en laissant des traces de sang.

Le monde s'est ému du chiffre élevé qui rappelait Ogossagou. Ogossagou qui, pour certains, était à l'origine du départ de Soumeylou Boubeye MAÏGA. On entrevoit les implications possibles.

Aussi le mardi 11 juin à 23 :14 apparaît sur le site du même ministre un communiqué surprenant qui lit : « Le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale que suite à mission des enquêteurs effectuée ce jour mardi 11 juin 2019 dans le village de Sobame Da, le nombre de personnes tuées a été ramené de 95 à 35 (11 adultes et 24 enfants) ». Les 19 disparus ont tout bonnement disparu.

Le tout sans explications. Le Gouvernement a réussi à imposer les 35. Pour la crédibilité et le sérieux, c'est autre chose.

■ AMADOU TALL

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernière informations du moment

Oumar Hamadou Dicko à l'essor : «Le gouvernement est résolument engagé pour mettre en œuvre les accords conclus »



Le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique explique, dans cette interview exclusive, que l'apaisement du front social est l'une des missions du gouvernement. Cela passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents de l'Etat. Voilà pourquoi, son département prévoit de mener de nombreuses actions dans ce sens.

L'Essor : Quel est le sens de la création d'un ministère dédié au Dialogue social ?

Oumar Hamadou Dicko : Depuis un certain temps, il a été constaté une forte détérioration

du climat social. Les effets néfastes de la crise ont fortement perturbé les conditions de vie et de travail des travailleurs. On assiste alors à une montée des revendications catégorielles, avec son corollaire de grèves souvent illimitées dans des secteurs essentiels. Les efforts déployés par les différents acteurs n'ont pas permis d'apaiser le climat social. Le système de prévention mis en place n'arrive plus à éviter l'augmentation du nombre de conflits ouverts. Les revendications syndicales deviennent de plus en plus maximalistes et les quelques accords issus des négociations peinent à être appliqués, d'où une crise de confiance entre le gouvernement et les organisations de travail-

leurs. Dans le souci d'un apaisement durable du climat social et pour jeter les bases d'une relance économique soutenue, il est apparu nécessaire de créer un ministère dédié au Dialogue social, permettant ainsi au gouvernement de mettre en place une stratégie partagée et inclusive de prévention et de gestion des crises dans le monde du travail.

L'Essor : L'article 12 de l'Accord politique de gouvernance stipule que les parties s'engagent à travailler à l'apaisement du front social et à négocier un moratoire dans l'exercice du droit de grève pour que les demandes des travailleurs soient bien traitées. Concrètement comment comptez-vous vous y prendre ?

O. H. D : La détérioration du climat social est l'affaire de tous y compris le monde politique. Sans l'apaisement du climat social, c'est tout le système de production qui s'en trouve perturbé et cela peut se sentir même dans le panier de la ménagère. Alors, travailler à l'apaisement du front social jusqu'à négocier une trêve avec les organisations syndicales de travailleurs suppose d'abord qu'il y a une volonté affichée des acteurs de jouer franc jeu en accompagnant toutes les initiatives du gouvernement allant dans le sens de l'instauration d'un climat social serein et durable dans nos unités de production.

Ce qui amène le ministre du Dialogue social que je suis à penser mettre en place une stratégie de prévention et de gestion des remous sociaux axée sur l'instauration d'un processus de dialogue inclusif ; le renforcement des structures du dialogue social ainsi que des capacités des acteurs ; la promotion et le respect des principes et droits fondamentaux au travail. Etc.

L'Essor : L'Accord politique de gouvernance parle ainsi de la refondation du cadre légal et réglementaire du monde du travail. Une conférence sociale peut-elle ramener un calme durable sur le front social ?

O. H. D : L'une des causes des différents conflits que le Mali a connus dans le monde du travail depuis au moins cinq ans est le besoin de renforcement du tissu législatif et réglementaire en vigueur, notamment les textes relatifs à la création des organisations syndicales et à

l'exercice du droit de grève.

Une conférence sociale pourrait permettre aux principaux acteurs de faire entre autres, l'état des lieux de la législation et faire en même temps des propositions concrètes allant dans le sens du renforcement de l'efficacité des dispositions légales et réglementaires en la matière.

L'Essor : Le Conseil des ministres du 29 mai 2019 a adopté des projets de loi sur présentation de votre département. Quel sens donnez-vous à ces mesures ?

O. H. D : D'abord, je remercie le gouvernement ainsi que le président de la République pour l'adoption sans aucune difficulté de ces projets de textes. En jetant un regard sur les accusations portées à l'endroit du gouvernement, on retrouve le non-respect des engagements pris comme principal grief. En un mois, nous avons pu faire adopter plusieurs textes : la loi portant modification de la loi n° 02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des fonctionnaires ; la loi portant modification de la loi n° 92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant code du travail ; le décret portant revalorisation des salaires de base du personnel de l'administration relevant du code du travail, du personnel enseignant contractuel de l'État et du personnel enseignant contractuel des collectivités territoriales ; le décret portant modification du décret n° 2012-434/P-RM du 09 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du cabinet du président de la République, du cabinet du Premier ministre et des cabinets ministériels ; le décret portant allocation d'une indemnité de logement aux fonctionnaires du cadre de la surveillance des services pénitentiaires et de l'éducation surveillée.

Le gouvernement est donc résolument engagé dans un processus de mise en œuvre des accords conclus, jusqu'à leurs extinctions définitives. La restauration d'une confiance mutuelle entre les syndicats et le gouvernement en dépend. C'est tout le sens de ces mesures.

L'Essor : La revalorisation de la grille indiciaire, c'est bien mais pour ce qui concerne l'augmentation de l'âge à la retraite, cela ne va-t-il pas à l'encontre de la lutte contre le chômage des jeunes dans notre pays ?

O. H. D : Alors ce qu'il faut d'abord noter, c'est que les vieux ne sont pas maintenus en poste au détriment des jeunes. La politique de l'emploi du gouvernement intègre un élément important qui est le coaching et le transfert de compétences. Aujourd'hui, il est apparu nécessaire de continuer avec un recrutement massif de jeunes tout en maintenant les anciens en activité un peu plus longtemps afin de permettre aux jeunes de profiter de l'expérience des anciens et à ces derniers d'améliorer aussi leur pension.

Par exemple cette année, dans les différents corps de recrutement à l'ENA et même dans la fonction publique, tous les besoins exprimés non pas pu être satisfaits pas par manque de candidatures, mais par manque de candidats admissibles. Il faut aussi ajouter que la prolongation de l'âge de départ à la retraite permettra à nos deux caisses de sécurité sociale d'améliorer sensiblement leur balance de paiement de la pension.

L'Essor : La caisse des retraites a décidé qu'à partir de janvier 2019, les primes et indemnités seront concernées par les cotisations. Pouvez-vous expliquer les raisons de cette mesure ?

O. H. D : Cette question devrait s'adresser à mon homologue des Affaires sociales. Mais ce que je peux dire, c'est que l'élargissement de la base de la cotisation permet d'améliorer le montant de la cotisation. Ce qui est surtout profitable à l'assuré, car sa pension s'en trouverait conséquemment améliorée aussi. Vous savez que l'un des problèmes des départs à la retraite, c'est le fait qu'il y ait une différence significative entre le montant du salaire (qui est plus élevé) et celui de la pension. Donc l'intégration des primes et indemnités dans la base soumise à cotisation permettra de résoudre ce problème.

L'Essor : Pouvez-vous donner un aperçu sur la politique sociale du gouvernement ?

O. H. D : Si je tiens compte des nombreux défis du moment, la politique sociale du gouvernement vise à préserver la paix et la quiétude sociale de façon durable à travers l'amélioration des conditions de vie des salariés de la fonction publique et du secteur privé ; la relecture des textes de lois pour les adapter aux réalités du monde du travail ; la promotion de l'entrepreneuriat privé.

Tout cela devant s'inscrire dans un document de politique nationale du dialogue social assorti de son plan d'actions.

Nous voulons mettre balle à terre et créer dans la durée un climat de confiance entre les différents acteurs que sont le gouvernement, le patronat et les syndicats. L'organisation prochaine d'une conférence sociale, et sur le moyen terme une politique nationale du dialogue social qui permettrait des regards et des solutions croisées des différents problèmes.

■ **Propos recueillis par Madiba KEITA**

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Région de Taoudeni : Les fils du terroir ont décidé de hisser le drapeau du Mali



■ Nous avons aujourd'hui organisé la fête de la fin de ramadan. Pour nous, c'est une journée importante, de première importance. C'est la première fois que l'ensemble des Communautés, des représentants des communautés de Taoudenit village se retrouvent pour célébrer un événement aussi important. Pour nous, c'est une journée historique, nous avons hissé le drapeau du Mali, il ne descendra plus. La souveraineté du Mali est définitive, aujourd'hui elle a été rétablie. Pour nous, c'est une journée de fête, c'est une journée aussi d'espoir que le Mali viendra avec son administration, avec son développement et avec la paix que nous souhaitons pour les jours à venir. Et je formule, à cette occasion les meilleurs vœux pour le peuple malien, pour sa cohésion, pour la paix retrouvée et pour sa confiance dans l'avenir ». Ce propos qui date du jour de l'Aïd el fitr, et dont nous avons visionné la vidéo est celui du vieux Mohamed El Omrany, Ancien ambassadeur malien, ancien administrateur civil Chef de la Tribu des Berabich de Taoudeni et Tombouctou. On y voit les représentants des différentes communautés regroupés autour du vieux Omrani. Selon un cadre de Kidal contacté par Le Républicain, « **ce vieux tient ce langage depuis**

longtemps, mais il est concurrencé sur le terrain par les islamistes ». Selon lui, la situation ne laisse plus le choix « **Taoudeni est trop loin et l'état ne leur apporte pas l'appui nécessaire puisqu'il est absent** ». Cependant, après un tel appel pressant des communautés de Taoudeni, l'Etat malien ne peut-il pas prendre au mot le Chef de la Tribu des Berabich de Taoudeni et Tombouctou, qui plus est, ancien administrateur civil, et saisir la balle au bond ? Rien n'est moins sûr, car « **le terrain est difficile, les troupes ne sont pas prêtes et les sites de peuplement très éloignés les uns des autres** », explique le cadre kidalois, connaisseur du milieu et favorable à l'exercice de la souveraineté malienne sur l'ensemble des régions du nord.

Stratégie de réoccupation de l'espace au nord

Il faut non seulement beaucoup de moyens pour couvrir le territoire de Taoudeni situé à 900 km de Tombouctou, mais aussi une stratégie sur le moyen terme et impliquer suffisamment les populations locales, mais sans leur concéder les rôles régaliens de l'Etat, car elles peuvent être

manipulées par les terroristes. « **En attendant, on peut regrouper les forces à Tombouctou** », soutient notre interlocuteur, « », selon cette personne visiblement très avertie sur la situation sécuritaire au nord du Mali. Évidemment cela nécessitera des effectifs et des moyens adaptés au terrain, avise-t-il. Cette stratégie de réoccupation de l'espace vaut également pour Kidal. « **Mais ici, il faut donner la priorité au cantonnement des combattants et à la montée en force du Mécanisme opérationnel conjoint (MOC), l'administration suivra progressivement** ».

Démarche diplomatique

Le rapport du Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres du 31 mai 2019, sur la situation socio politique et sécuritaire au Mali, a été examiné le 12 juin 2019, par les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, en présence du ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Tiebilé Dramé.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies (RSSG) et Chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Anadif préconise une montée de l'armée malienne à Diabaly, début 2020, pour occuper le camp de la Minusma, afin de permettre à celle-ci d'assurer sa présence dans le centre du pays. « **Dans le centre, la priorité de la Minusma restera la facilitation, les efforts du gouvernement visant à faciliter le rétablissement de l'Administration de l'Etat, et le renforcement de son appui aux autorités pour lutter contre l'impunité** », soutient Anadif. La donne est que la Minusma sera au nord ou au centre, mais pas les deux à la fois. N'est-ce pas cela une aberration, car le nord est loin d'être pacifié, et les Nations-Unies, en l'occurrence le RSSG Mahamat Saleh Anadif, le sait bien? La protection des civils qui figure parmi les missions de la Minusma semble être un leurre, d'un mandat de la Minusma à un autre, et les populations civiles maliennes continuent de tomber dizaines par dizaines.

Les propositions de Tiebilé Dramé

Répondant, devant le Conseil de Sécurité, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) Tiebilé Dramé a expliqué le lien étroit entre la situation dans le

centre et celle du nord. La situation du centre constituant une conséquence directe de l'occupation du nord en 2012-2013 par les groupes terroristes. Dans la perspective de renouvellement du mandat de la Minusma, le ministre Dramé a demandé au Conseil de sécurité de doter la mission de moyens humains, financiers, technologiques, et en équipements adaptés lui permettant d'exécuter son mandat de protection des civiles, mais aussi de mieux protéger son personnel et ses installations. Il a en outre demandé une présence accrue de la Minusma dans les régions du centre, aux côtés des forces de défense et de sécurité maliennes. Cette présence au centre ne doit pas se faire au détriment des régions du nord, car « **nous ne voulons pas créer un vide sécuritaire dans cette partie de notre pays, qui pourrait être occupé par les forces hostiles au processus de paix** ».

Par ailleurs, la 14ème session du Comité mixte Mali-Algérie, tenue le lundi 17 juin 2019, et coprésidée par les ministres des affaires étrangères du Mali et de l'Algérie, Tiébilé Dramé et Sabri Boukadoum, a permis de faire le point de leurs actions communes dans plusieurs domaines comme l'Agriculture, l'économie, les Finances, la santé, l'éducation, la paix. Là aussi le ministre malien n'a pas mâché ses mots, allant jusqu'à demander à son homologue algérien, au nom du Mali, de « **redire que l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, c'est le respect de l'exercice de la souveraineté du Mali sur l'ensemble de son territoire, c'est le respect des symboles de l'Etat malien que sont le drapeau national et l'hymne national. Nous fûmes, nous avons été ensemble depuis Gao, depuis la maison Sidi Ali MBara, devenu le quartier général de l'Algérie combattante au Mali, dès 1960 jusqu'à l'accord d'Alger. Nous sommes toujours ensemble, nous resterons ensemble** ».

La réponse du ministre algérien des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum : Alger reste attaché à la paix au Mali. Il a levé toute équivoque en relation sur la partition du Mali, en indiquant que l'intégrité territoriale du Mali n'est pas à discuter.

■ Daou

Accord politique de gouvernance : Encore du bluff !

« Très clairement, le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) n'est pas signataire de l'accord politique de gouvernance ! ». Cette déclaration de Soumaila Cissé lors de la conférence de presse du FSD, ce jeudi 13 juin 2019, ne nous surprend guère, puisque nous étions convaincus que cet accord politique n'était tout simplement que de la poudre aux yeux des Maliens.

Dans un pays qui se dit en guerre et qui a besoin plus que jamais de toutes ses filles et de tous ses fils, quelle est la valeur d'un accord politique s'il n'est pas signé par :

- 1- Les trois premiers candidats qui ont obtenu un bon score après IBK lors du premier tour du scrutin de la présidentielle du mois de juillet dernier, notamment Soumaila Cissé, Aliou Boubacar Diallo, Cheick Modibo Diarra ;
- 2- quelques ténors de la scène politique malienne depuis plus de deux décennies : Me Mountaga Tall, Dr Oumar Mariko, Soumana Sako, Choguel Kokalla Maïga ;
- 3- Les branches politiques des mouvements armés du Nord et du Centre...

Au regard des enjeux actuels tels que la révision constitutionnelle et la mise en application intégrale de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, les hommes politiques qui n'ont aucune crédibilité avérée ne peuvent pas assurer la mobilisation des Maliens et des Maliennes en vue de pouvoir y faire face.

Primo, Bocary Tréta n'est plus crédible. Sinon, c'est à lui que revenait naturellement le poste de Premier ministre après la démission de Soumeylou Boubèye Maïga le 18 avril dernier.

Secundo, Oumar Hamadoum Dicko est quasi-

ment seul dans son parti et il n'est même pas capable de mobiliser les militants de Horokoto (village natal de Feu Fily Dabo Sissoko, père fondateur du PSP).

Tertio, Tiébilé Dramé, Daba Diawara, Housseini Amion Guindo, Modibo Kadjoké... ont certes de la valeur intrinsèque, mais leur marge de manœuvre est très réduite aujourd'hui pour être efficace, par manque de moyens financiers.

Ce ne sont plus les slogans creux, les photos de famille ou les discours rassembleurs qui peuvent convaincre les déplacés de la crise sécuritaire, les populations victimes tous les jours d'attaques terroristes au Nord et au Centre, les parents d'élèves, les syndicats,...

Les Maliens et les Maliennes n'attendent plus que des actions concrètes et salvatrices de la part de leur président. C'est pour cette raison qu'ils ont répondu massivement aux appels des activistes-religieux du 10 février et du 5 avril 2019. Après deux semaines de négociation avec l'ensemble de la classe politique, la signature de l'accord politique n'en est pas une. Par ce premier acte posé depuis sa nomination comme Premier ministre, Dr Boubou Cissé vient de confirmer qu'il est incapable de résoudre la crise politique actuelle en rassemblant les leaders politiques les plus influents de la scène politique nationale autour du Mali. Est-ce sa faute ? Est-il victime de la mauvaise appréciation de politicien roublard que certains leaders politiques ont du président IBK qui est à son sixième Premier ministre en moins de six ans ? Les jours à venir nous édifieront davantage.

■ Sambou Sissoko



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

L'Afrique en mode "Yougou-yougou": Un fléau dévastateur pour le continent

Les "yougou-yougous" ou friperies sont devenus un phénomène de mode pour la jeune génération, rares sont les jeunes Bamakois qui peuvent se targuer de ne pas avoir recours à ces habits d'occasions venus d'Europe même si son impact sur l'économie malienne reste dévastateur. C'est pour pointer du doigt ce côté négatif des "yougou-yougous" que la jeune photographe malienne Fanta Diarra a décidé d'exposer un patchwork de photos afin d'attirer l'attention du public sur les impacts négatifs du phénomène sur l'économie malienne ainsi que les pertes engen-

drées par l'importation de ces friperies. C'était le samedi 04 Mai 2019 au centre Soleil d'Afrique lors du vernissage de ses œuvres. La jeune génération de photographes maliens entend marcher sur les pas des anciens qui ont donné au métier ses lettres de noblesse. Les Seydou Keita, Malick Sidibé et autres Sakaly peuvent être fiers de la jeune génération qui à force d'abnégation et de pugnacité sont sur la bonne voie pour réécrire une nouvelle page de la photographie malienne. Fanta Diarra fait partie de ces jeunes et elle vient de le montrer via la qualité de ses

images. « A travers mes œuvres, je voudrais juste attirer l'attention du public sur le phénomène de ces "Yougou-yougou" qui envahissent nos marchés, rues, boulevards ou place public au détriment du développement de notre économie locale » raconte-t-elle.

Selon elle, un artiste doit être un visionneur et doit surtout être un défenseur de sa culture d'où ce coup de gueule envers ces yougou-yougou qui sont en train de faire partir en faille plusieurs métiers traditionnels. Ce phénomène est d'entraîner d'asphyxier l'économie malienne et une sensibilisation à tous les niveaux s'impose afin de freiner l'élan. Le public peut admirer les photos de Fanta Diarra qui ornent les murs du centre soleil d'Afrique.

■ Moussa Samba Diallo



Fusillade à l'entrée nord d'Abidjan : Des artistes abattus, un gendarme grièvement blessé



Ees deux suspects dont les corps ont été transférés dans une morgue à Abidjan, sont en réalité des artistes issus du groupe BeBoys.

Le samedi 15 juin 2019, peu après 13h, le corridor de Yopougon-Gesco, entrée principale d'Abidjan, métropole ivoirienne où $\frac{3}{4}$ d'Ivoiriens et des populations de la sous-région transitent, a reçu un renfort de sécurité conséquent.

Quelques minutes avant, une position de la gendarmerie a été attaquée par des hommes munis de couteaux et une arme de guerre a été emportée. Geste similaire à des actes terroristes, comme on le voit en Europe. Plus grave, les minutes qui ont suivi, des tirs nourris ont été entendus et plusieurs riverains, paniqués, couraient dans tous les sens.

Selon nos sources, il est un peu plus de 12h, quand deux hommes avec des dreads locks (cheveux longs et dressés) s'approchent de la position des gendarmes positionnés au corridor de Yopougon-Gesco. Certains hommes de la maréchaussée ont le regard tourné vers la sortie des véhicules, pour surveiller leurs mouvements dans le sens Yamoussoukro-Abidjan, et d'autres dans le sens contraire.

Munis d'armes blanches, ces deux individus loufoques s'acharnent sur un élément de la gendarmerie qui est surpris par derrière. Ra-

pidement, ils s'emparent de son arme en laissant le gendarme en sang et mal en point. La riposte est fatale aux deux criminels. Des tirs déchirent l'atmosphère de ce week-end très animé au corridor. « Les gendarmes ne tirent pas comme ça. Nous avons pensé à une attaque de ce poste. Et puis, j'ai été conforté dans ma position, lorsque j'ai vu un homme en civil avec une arme, et des gendarmes armés qui faisaient feu. On a tout imaginé et nous avons commencé à courir », nous relate un voyageur qui faisait de l'autostop au corridor.

Artistes devenus criminels

Les deux suspects dont les corps ont été transférés dans une morgue à Abidjan, sont en réalité des artistes issus du groupe BeBoys. L'un se nommait Djo Papus et l'autre Serpico. Après une ascension, leur carrière a pris un coup, compte tenu de leur irrégularité au niveau des rendez-vous. Ils sont devenus plutôt accros à la drogue dure et de synthèse, à savoir, la cocaïne, le caillou et l'héroïne. Non seulement, ils s'acharnent dans la consommation, mais leur économie fond totalement dans l'achat de stupéfiants.

Moralement et financièrement à terre, ces deux enfants du quartier Eden de Gesco ont été écartés du groupe par leur manager. Si Djo

Papus est accueilli dans un camp de prière dans son quartier à Gesco, Serpito est ramené à son oncle, là où il était avant sa gloire éphémère.

Mais le mal est profond et les deux artistes, à la limite de la folie, délirent. Se présentant comme de nouveaux justiciers, ils annoncent régulièrement, depuis leur asile, la « libération du peuple de Dieu ».

Ces deux individus, devenus dangereux, réussissent tout de même à se libérer. Avant leur descente au corridor, ils ont d'abord agressé plusieurs personnes. Tout comme après avoir arraché dans le sang, l'arme du gendarme. Avant la riposte de la gendarmerie, ces individus proféraient des menaces qui faisaient penser à une organisation ou une opération bien orchestrée.

En tout cas, la gendarmerie qui a ouvert une enquête, ne privilégie aucune piste. Elle veut exploiter tous les détails de cette agression survenue sur la principale route de la Côte d'Ivoire, et en tirer toutes les conséquences. Quant au gendarme blessé à plusieurs endroits, il a été évacué dans un Centre de santé bien sécurisé.

■ **M'BRA Konan**



Justice franco-tchadienne : Nombreuses questions après l'arrestation en France de 3 opposants tchadiens

Au troisième jour de la garde à vue de trois Tchadiens dont le général Mahamat Nouri, entendus depuis lundi en France sur des soupçons de crimes contre l'humanité liés à des exactions commises entre 2005 et 2010 au Tchad et au Soudan, des questions sont aujourd'hui soulevées autour de ces interpellations dans les milieux de l'opposition tchadienne en France. Les interrogations portent sur une enquête qui dure depuis deux ans sur auto saisine du pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du tribunal de Paris, contre des opposants qui sont en France depuis une dizaine d'années pour certains.

Les trois hommes ont été interpellés simultanément dans trois régions différentes, puis placés en garde à vue à Paris dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte en 2017 pour « crimes contre l'humanité, complicité de ces crimes et associations de malfaiteurs

», selon le parquet de Paris.

Les trois mis en cause sont entendus sur des faits qui auraient été commis entre 2005 et 2010 au Tchad et au Soudan, toujours selon le parquet qui ne donne pas plus de détails. Un avocat qui collabore régulièrement avec le pôle crimes contre l'humanité et crimes de guerre du tribunal de Paris s'interroge.

Le général Mahamat Nouri est quelqu'un qui a un lourd passé en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, reconnaît cet avocat, mais il rappelle que la notion de crimes contre l'humanité recouvre un large spectre d'exactions. Il se demande donc ce qui leur est reproché précisément.

La réaction première de la FIDH, elle est a priori favorable...

Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH.

Pourquoi, insiste-t-il, le parquet n'a pas donné jusqu'ici plus d'indications sur le motif de leur

interpellation ? Autre interrogation, pourquoi aujourd'hui, dit-il. À 75 ans, Mahamat Nouri est l'un des plus farouches opposants au président tchadien Idriss Deby. Certains peuvent se poser des questions par rapport à « une collusion » entre Paris et Ndjamena.

On devrait en savoir un peu plus jeudi, au bout de leurs quatre jours de garde à vue. Soit il n'y a pas de charges suffisantes et ils seront relâchés, soit le parquet va décider de les déférer devant un juge d'instruction pour une mise en examen.

Nous sommes sincèrement surpris... La France rafle des opposants politiques qui sont réfugiés...

Mahamat Mahdi Ali, le président du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, une des rébellions tchadiennes basées dans le sud libyen.

Aujourd'hui, 19 juin 1940 : Le massacre des tirailleurs sénégalais par l'armée nazie

Après l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle, les tirailleurs sénégalais, déjà aux fronts, sont invités à résister farouchement aux assauts de l'ennemi allemand. Des combats intenses vont opposer les deux camps en territoire français même particulièrement à Lyon. C'est aujourd'hui 19 juin 1940 que va débiter l'un des plus grands massacres de soldats africains au nom de la France.

Malgré la capitulation de la France, dépassée par une guerre qu'elle a même déclenchée, les tirailleurs sénégalais vont poursuivre la résistance face à l'armée d'Hitler. Victimes du sur-



nombre des combattants nazis et de leur racisme particulier envers eux, les Noirs tentent d'empêcher la prise de la ville de Lyon, sans succès. Le 19 juin 1940, la préfecture de ladite ville, symbole de la présence de l'Etat, tombe entre les mains des Allemands, c'est le début de l'occupation.

Pendant que l'armée française recule, la 3e compagnie du 25e régiment de tirailleurs sénégalais reçoit l'ordre de ne pas quitter ses positions. Elle est ainsi figée sur place en attendant l'assaut du régiment d'infanterie Gross Deutsch land et la division SS Totenkopf, deux machines à tuer de l'armée allemande. Nonostante leur petit nombre et leur manque d'expérience, les soldats africains tiennent tête aux Allemands avec une détermination

accentuée. Cependant c'est à Chasselay qu'ils périront en masse quand, le 19 juin, les Allemands ont réussi à s'emparer d'importantes positions. Aussi, le 20 juin, 27 tirailleurs sénégalais vont être fusillés froidement.

En hommage pour eux, et en reconnaissance du sacrifice auxquels ils ont consenti, un édifice nommé « tata sénégalais » sera érigé à Chasselay en 1942 et deviendra, plus tard, nécropole nationale en 1966. Mais cette marque de reconnaissance sera vite occultée par la plus grosse trahison que les tirailleurs n'aient jamais vécue : le massacre de Thiaroye par la France même, le 1er décembre 1944.

■ Par Ababacar Gaye

Soudan : L'opposition lance "la troisième vague" de la révolution

La contestation soudanaise appelle à relancer les manifestations contre la junte militaire jusqu'à restitution du pouvoir aux civils.

Des membres de la Force de soutien rapide du Soudan sont à l'arrière d'une camionnette équipée d'une tourelle de mitrailleuse lors d'un rassemblement dans le village de Qarri, à environ 90 kilomètres au nord de Khartoum, le 15 juin 2019.

En dépit des difficultés à accéder à internet, le mouvement de contestation soudanais a réussi à faire circuler un appel à une reprise des manifestations nocturnes dans la capitale et partout ailleurs dans le pays, à partir du



mardi 18 juin 2019.

Sans qu'il s'agisse de revenir à la désobéissance civile, l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), fer de lance du mouvement travaille à remobiliser la population jusqu'à satisfaction des revendications du mouvement : un pouvoir civil de transition et la condamnation du massacre du 3 juin. Date de la dispersion, par tirs à balles réelles et arrestations, du sit-in qui se tenait à Khartoum

depuis le 6 avril devant le QG de l'armée. Une opération qui a fait au moins 128 morts et des centaines de blessés selon des témoins et des sources médicales.

Dans son communiqué, l'ALC évoque un programme de "travail populaire et d'escalade révolutionnaire" et un calendrier de manifestations nocturnes et de réunions pour toute la semaine.

Crise postélectorale au Bénin : Des «mesures coercitives» évoquées à l'encontre de Boni Yayi



La justice reproche à l'ancien président d'avoir refusé de « se prêter aux questions du juge d'instruction », dans l'enquête sur les violences survenues les 1er et 2 mai dernier. Les avocats de Thomas Boni Yayi nient toute implication de leur client. En conférence de presse à Cotonou, mardi 18 juin, Mario Metonou, le procureur de la République, a affirmé que les éléments portés au

dossier dans le cadre de l'enquête sur les violences de début mai démontraient « une implication personnelle de l'ancien président de la République », raison pour laquelle Boni Yayi a été convoqué par la justice. Le report de l'audition « à une date indéterminée » demandée par l'ex-chef d'État pour raisons médicales ayant été refusé « le juge d'instruction a maintenu l'audition au domicile

de monsieur Boni Yayi où il s'est rendu sans pour autant pouvoir le rencontrer », a détaillé le procureur, justifiant ainsi que le juge d'instruction ait envisagé à l'encontre de l'ancien président « des mesures coercitives ».

« Instrumentalisation totale de la justice »

En réponse, les avocats de Thomas Boni Yayi dénoncent une violation du secret de l'instruction. Surtout, selon maître Renaud Agbodjo, son client n'est pas impliqué dans les saccages, puisqu'il était coincé dans son domicile les 1er et 2 mai dernier.

L'avocat dénonce « une instrumentalisation totale de la justice pour abattre un homme politique », citant en exemple la « liberté déjà restreinte » de son client, dont la maison a été encerclée. S'agit-il d'une décision judiciaire ou « politique », fait mine de s'interroger l'avocat.

« Collusion frauduleuse »

Il réaffirme qu'il y a eu « collusion frauduleuse entre les politiques et la justice dans cette situation, qui nous laisse penser, à juste titre, que monsieur Boni Yayi n'a pas les garanties d'une justice indépendante ».

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES



Un dernier coup de maître du Real : Real Madrid aimerait faire signer K. Mbappé provenant de PSG

Après avoir réalisé cinq recrutements - Militao, Rodrygo, Jovic, Mendy et Hazard - Zinedine Zidane souhaite sceller la confection de son projet avec un joueur qu'il cible depuis longtemps : Paul Pogba. Enrôler Mbappé, l'objectif suprême, est par ailleurs une option qui n'est pas complètement écartée.

Le Real Madrid a fait une partie de ses devoirs alors que l'été a récemment commencé et que le marché n'est que dans sa phase initiale. Près de cinq joueurs ont rejoint la 'Casa Blanca', Hazard étant la plus grosse star de ces hommes. De plus, les arrivées de Rodrygo ou Militao furent scellées très tôt et Zidane, qui en veut plus, a culminé son recrutement actuel avec les arrivées de Mendy et Jovic. Un peu de tout, une macédoine de bons et jeunes joueurs appelés à rafraîchir un projet

entaché lors de sa dernière saison. Les aspirations sont de nouveau élevées, surtout avec l'aura du Français sur le banc. Aujourd'hui, outre une 'Opération Départ' qui ne serait pas simple, Zidane veut la cerise sur le gâteau. Et elle pourrait être apposée par l'un de ses deux compatriotes : Pogba ou Mbappé. Le premier est sans aucun doute plus proche de l'Espagne que l'attaquant du PSG. 'Mirror' évoque une 'distance' de 17 millions entre Old Trafford et Bernabéu. Pogba se voit déjà 'merengue' et Zidane, qui l'a toujours couvert d'éloges, l'accueillerait à bras ouverts.

Les plus populaires

Madrid cuisine ce recrutement à feu doux, conscient que l'été est encore long et que la pression de Pogba est réelle. United ne jouera

pas la prochaine Ligue des champions et cela représente un véritable coup au moral du milieu de terrain, qui a vécu des montagnes russes cette saison, lors de laquelle il fut même écarté du statut de capitaine avec Mourinho aux commandes de l'équipe d'Old Trafford.

Avec l'intention réelle de s'attacher les services de Pogba, Madrid attend de voir comment évolue la situation de Kylian Mbappé, dont tout le club et les supporters rêvent. Un sourire a échappé à l'attaquant quand on l'a interrogé sur une éventuelle arrivée à Bernabéu, mais lui seul a la clé pour déclencher cet énorme mouvement. S'il décidait de l'utiliser, des négociations avec les pensionnaires du Parc des Princes s'activeraient.

Au Bernabéu, l'on a bon espoir que Mbappé, avec son père comme chef des opérations, force la machine et mette le PSG au pied du mur. Un transfert de cette magnitude se ferait néanmoins sous forme de plusieurs grands chapitres. Pogba ou Mbappé, Zidane veut la cerise sur le gâteau.

Record en Coupe du Monde : La Brésilienne Marta s'empare du record absolu de buts en Coupe du monde



L'attaquante brésilienne Marta est devenue mardi, grâce à un but face à l'Italie (1-0), l'unique détentrice du record de buts marqués en Coupe du monde de football, hommes et femmes confondus, avec 17 réalisations en cinq éditions.

La sextuple meilleure joueuse du monde, âgée de 33 ans, a inscrit sur penalty (74e) contre l'Italie, dans le dernier match de poule du Brésil à Valenciennes, un 17e but dans la compétition reine, dépassant d'une unité l'Allemand Miroslav Klose (16 buts en quatre Mondiaux). Chez les filles, elle devance l'Allemande Birgit Prinz (5 éditions) et l'Américaine Abby Wambach (4 éditions), 14 buts chacune, puis Michelle Akers, également ancienne internationale de l'équipe des Etats-Unis qui a mis 12 buts de 1991 à 1999.

La Brésilienne Cristiane, partenaire de Marta au Mondial-2019, arrive derrière avec 11 buts inscrits depuis sa première Coupe du monde en 2003.

Autre joueuse encore en activité, l'Américaine Carli Lloyd a atteint la barre des 10 buts grâce à son doublé contre le Chili dimanche en phase de poule.

An advertisement for SAMA. The top part has a green background with the text 'SAMA transfert d'argent' in a dark blue box on the left and 'Transfert d'argent' in large blue letters on the right. Below this, on a dark blue background, it says 'ECONOMISEZ JUSQU'À 40% SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT' in white and yellow. On the right side, there is a portrait of a smiling woman wearing a black hijab and a red patterned garment.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez très envie d'apporter au travail vos idées de changement afin de moderniser davantage les manières de faire, de manager l'entreprise, mais vous vous heurterez très vite à un mur de conservatisme des plus opaques. Vous serez animé d'une grande envie de vous libérer de certaines charges financières qui vous pèsent beaucoup. Il vous faudra pour cela renoncer à votre confort et à certaines possessions qui vous tiennent à coeur. L'exercice sera plus ardu que vous ne l'escomptiez.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vos techniques utilisées ne sont pas à l'échelle de vos ambitions. La configuration planétaire bloque votre avancée professionnelle. Sachez faire preuve de patience, ce qui n'est pas votre fort. Tout l'enjeu dans vos finances du jour serait de faire des réserves afin que votre navire ne reste pas à quai par manque de carburant ! Les discussions entre vous et votre banquier pourraient justement ne pas être au beau fixe !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Bien que votre charme soit irrésistible, on vous sollicitera pour vos talents et non pour vos beaux yeux. Vos atouts serviront les intérêts de l'entreprise ou d'un projet. Vanter vos compétences comme votre valeur sera fondé et nécessaire pour évoluer. Votre intuition sera la bonne : vous n'aurez pas tout votre temps pour réfléchir sur cette transaction. Si vous souhaitez réaliser cette bonne affaire, il faudra vous engager sans tarder en versant une avance financière ou à conclure votre achat.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre dynamisme est contagieux et vous retrouvez le sourire. Mars en Cancer motive les troupes et les personnes avec lesquelles vous faites équipe, vous font ressentir de bons feelings. Ce soutien moral a un effet favorable sur votre productivité. Les finances sont exposées à de fortes dépenses et vous réalisez que des dépenses tombent en simultanée. Les règlements obligatoires passent en priorité devant vos frais réservés aux distractions. De l'irritation est à prévoir quand vous songez à l'argent.



Lion (22 juillet - 23 août)

Uranus vous donnera des velléités d'indépendance aujourd'hui et il vous sera très difficile d'accepter une quelconque autorité d'où qu'elle vienne. Cela pourrait créer des tensions avec votre hiérarchie qui ne l'entendra pas de cette façon. Vous serez en profond désaccord avec les clauses d'un contrat de vente qui vous sera proposé. Vous protesterez énergiquement contre ce fait et pourriez même menacer le vendeur d'engager une procédure légale.



Vierge (23 août - 23 septembre)

À cause de la bêtise ou de la jalousie de certains collègues, vous aurez de plus en plus de mal à vous adapter à votre milieu professionnel. Vous estimerez même que l'on vous manque de respect ou que l'on dénigre gratuitement votre travail. Si vous êtes intérimaire, vous demanderez chaque semaine un acompte. Pourtant, ce ne sera pas toujours nécessaire. Dites-vous qu'à la fin du mois, il ne vous restera pas grand-chose. Du coup, vous redemanderez des acomptes. Un cycle sans fin...



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Attendez-vous à devoir courir dans tous les sens et à tenir différents rôles lors de cette journée surchargée. Ce sera le moment de prouver votre sens de l'organisation. Vous assurerez, mais l'accumulation des tâches provoquera des sautes d'humeur.

Vous afficherez une certaine aisance pour aborder les questions financières en toute transparence. Mercure vous confrontera aussi à votre banquier pour des tractations positives, rassurez-vous, susceptibles de vous avantager financièrement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Une formation est envisagée, mais vous pensez beaucoup sans agir véritablement. Vous attendez le meilleur moment pour franchir le pas et trouver un autre créneau professionnel. L'ambiance sur le lieu de travail, les rivalités et mauvais rapports vous irritent.

La journée est vécue entre des désirs d'acquiescer des articles qui vous font plaisir ou régler vos factures et patienter pour d'autres achats. Un peu de sagesse commence à arriver et vous passez en priorité les charges au détriment des loisirs.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous serez clairement dans une attitude de révolte au travail aujourd'hui. Vous aurez en effet le sentiment d'être exploité par vos employeurs à la seule fin de faire plus de profit. Vous ferez tout pour faire entendre haut votre voix et votre opinion.

Vous aurez une certaine tendance à dépenser sans compter aujourd'hui, à ne pas vous encombrer l'esprit avec des calculs et des limitations. Cela peut se comprendre, mais prenez conscience que cela aura des conséquences futures.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aujourd'hui, vous utiliserez tous les tremplins à votre disposition pour réaliser vos ambitions. Obtenir un emploi grâce à un coup de piston ou par le biais de votre physique avantageux ? La réponse sera oui... Vous mettrez votre fierté de côté.

Beaucoup de dépenses pas toujours maîtrisées... Si vous avez en charge le budget de la famille, tout pourra partir à vau-l'eau... Aujourd'hui, vous devrez vérifier que tout est conforme à vos intérêts. En effet, ce ne sera pas toujours le cas !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure vous obligera à trouver des arguments convaincants pour défendre vos ambitions. Évitez de mêler l'affectif au travail, vous pourriez être déçu. Vous avez du talent, de l'expérience, autant d'atouts qui feront la différence devant la concurrence.

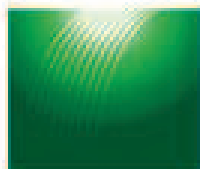
Vous aurez des décisions à prendre sur le plan financier et vos achats à effectuer. Elles n'auront pas d'importance sur le long terme, mais s'avèreront primordiales pour ne pas finir le mois dans des conditions pécuniaires plus compliquées que prévu.



Poisson (19 février - 21 mars)

Un choix se présente dans votre vie et il est nécessaire de faire le bon pour l'avenir. L'activité peut nécessiter une formation assez longue pour parvenir à manoeuvrer votre virage professionnel. Des doutes peuvent vous accompagner pendant cette journée.

Les dépenses continuent et elles sont dédiées à différentes choses. Le budget est réduit et la prudence est de rigueur pour finir le mois sans trop de difficultés. Il règne un risque de dispersion dans différentes petites dépenses sans être prioritaire.



Orabank

un partenaire à votre écoute



Grandir
ensemble
et pour
l'Afrique

Groupe Orabank : Bénin - Burkina - Côte d'Ivoire - Gabon - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Mauritanie - Niger - Sénégal - Tchad - Togo

www.orabank.net

